



Y sigue la Revolución bolivariana. Les élections présidentielles du 7 octobre 2012 au Venezuela

Olivier Compagnon, Thomas Posado

► To cite this version:

Olivier Compagnon, Thomas Posado. Y sigue la Revolución bolivariana. Les élections présidentielles du 7 octobre 2012 au Venezuela. Les Études du CERI, 2012, 189-190, pp.54-59. hal-04585544

HAL Id: hal-04585544

<https://sciencespo.hal.science/hal-04585544>

Submitted on 23 May 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

Y sigue la Revolución bolivariana

Les élections présidentielles du 7 octobre 2012 au Venezuela

Olivier Compagnon et Thomas Posado

Le 7 octobre 2012, et pour la quatrième fois consécutive après les scrutins du 6 décembre 1998, du 30 juillet 2000 et du 3 décembre 2006, Hugo Chávez Frías a été démocratiquement élu président de la République du Venezuela. En recueillant 8 191 132 voix (soit 55,07 % des suffrages exprimés), il a nettement devancé son principal adversaire désigné par la Coalition pour l'unité démocratique (Mesa de la Unidad Democrática, MUD), Henrique Capriles Radonski, qui a réuni 6 591 304 électeurs sur son nom (44,31 %)¹. Dans un pays où le vote électronique est considéré comme l'un des plus fiables au monde², le scrutin n'a pas donné lieu à des dysfonctionnements particuliers, comme l'attestent notamment les rapports émis par les représentations diplomatiques étrangères et le fait que Capriles ait reconnu sa défaite immédiatement après la proclamation des résultats officiels. L'apparente continuité que semble révéler cette nouvelle victoire de Chávez ne doit cependant pas occulter certaines inflexions dont une analyse précise de l'élection présidentielle de 2012 permet de rendre compte.

UNE ÉLECTION À HAUT RISQUE POUR CHÁVEZ

Provoquant la surprise de nombreux observateurs qui avaient majoritairement prévu un résultat serré, l'avance confortable dont a bénéficié le président sortant au soir du 7 octobre n'avait rien d'évident au vu du contexte politique et économique du pays. En effet, Chávez et le Parti socialiste unifié du Venezuela (Partido Socialista Unido Venezolano, PSUV) – fondé en 2007 dans l'espoir de doter la nébuleuse « oficialista » d'une cohérence partisane et idéologique – ont connu une indéniable érosion de leur base électorale dans la seconde moitié des années 2000. Alors que le président avait été triomphalement réélu en 2006 avec 62,84 % des voix, il fut confronté à sa première défaite lors du référendum constitutionnel de décembre 2007 (49,29 %) et les candidats à la députation se revendiquant de la « révolution bolivarienne » n'obtinrent qu'une majorité relative de suffrages exprimés lors des élections législatives du 26 septembre 2010 (48,53 %)³. Durant cette même période, le Venezuela fut l'un des pays d'Amérique latine les plus affectés par la crise économique mondiale : après une année 2009 catastrophique marquée par une récession de 3,3 %, la contraction du produit intérieur brut (PIB) se poursuivit en 2010 (- 1,5 %)⁴ – malgré une forte dévaluation du bolivar en janvier – et réduisit alors considérablement la capacité d'intervention sociale du gouvernement, notamment au travers des « missions boliviennes », de vastes programmes sociaux au profit des plus démunis. L'inflation chronique (31,9 % en 2008, 26,9 % en 2009 et en 2010, 24,5 % en 2011) engendra une diminution du pouvoir d'achat moyen malgré les augmentations régulières du salaire minimum. En outre, le fait que Chávez ait rendu public le cancer dont il était atteint et les fréquents séjours qu'il effectua à Cuba

¹ Selon les données émanant du Consejo Nacional Electoral (www.cne.gob.ve, consulté le 10/11/2012). Les autres candidats en lice n'ont obtenu que des scores marginaux : Reina Sequera 0,47 %, Luis Reyes 0,05 %, María Bolívar 0,04 % et Orlando Chirino 0,02 %.

² Sur ce point, voir les nombreux documents émis par le Carter Center sur le Venezuela depuis la fin des années 1990 et, notamment, le *Final Report of the Carter Center Study Mission to the October 7, 2012 Presidential Election in Venezuela*, 15 novembre 2012 (www.cartercenter.org, consulté le 6/12/2012).

³ Consejo Nacional Electoral (www.cne.gob.ve, consulté le 10/11/2012).

⁴ Comisión Económica para América Latina, *Anuario estadístico de América latina y el Caribe*, Santiago du Chili, 2010, p. 77 ; 2011, p. 77 (www.eclac.org, consulté le 6/12/2012).

pour subir des soins chimiothérapeutiques à partir du milieu de l'année 2011 contribuèrent également à fragiliser l'image présidentielle, aussi bien dans le pays qu'à l'échelle internationale⁵.

Profitant de cette conjoncture défavorable au gouvernement et renonçant définitivement aux stratégies radicales qui avaient été les siennes dans la première moitié des années 2000 (de la tentative de coup d'État d'avril 2002 au boycott des élections législatives de décembre 2005), l'opposition s'est dans le même temps reconstruite. En février 2012, la MUD – née en janvier 2008 et regroupant la plupart des formations politiques hostiles au gouvernement – organisa une élection primaire ouverte à laquelle participèrent plus de trois millions de Vénézuéliens et qui désigna comme candidat, à une large majorité (62,54 %), Henrique Capriles Radonski. Âgé de 40 ans seulement et représentant une génération politique distincte de celle qui avait accompagné l'agonie de la IV^e République dans les années 1990, celui-ci put de la sorte revendiquer une légitimité que n'avait pas Manuel Rosales en 2006. Plus jeune président de l'Assemblée nationale en 1999, élu maire de l'une des municipalités de Caracas (Baruta) en 2000, il avait conquis l'État de Miranda lors des élections régionales de 2008 face à l'une des figures les plus connues du chavisme, Diosdado Cabello. Bien qu'issu d'un milieu très aisé, proche de l'organisation intégriste d'origine brésilienne Tradition, Famille et Propriété (Tradición, Familia y Propiedad) et membre fondateur du parti de droite Justice d'abord (Primero Justicia), Capriles mit en scène sa candidature à la présidence de la République comme celle d'un candidat de centre gauche, prompt à dénoncer les dérives de la « révolution bolivarienne », mais également prêt à en reconnaître quelques-uns des acquis – par exemple dans le domaine des programmes sociaux. Assurément charismatique et moins manichéen que les leaders de l'opposition qui l'avaient précédé, il parvint à fédérer autour de lui les principales figures de la très hétérogène MUD et put également compter sur le soutien inconditionnel de la plupart des médias internationaux, traditionnellement hostiles à Chávez depuis le tournant des années 1990 et 2000⁶. Tout cela ne fut cependant pas suffisant pour ébranler le pouvoir en place depuis février 1999 et s'ouvrir les portes du Palacio Miraflores pour les six années à venir.

LES RAISONS D'UNE VICTOIRE

Des facteurs divers contribuent à expliquer l'échec de la MUD et la réélection du président sortant. En premier lieu, il ne fait aucun doute que Chávez a bénéficié de la reconnaissance politique des larges secteurs de la société vénézuélienne ayant bénéficié des programmes de redistribution de la rente pétrolière depuis le début des années 2000. Indépendamment des aléas économiques liés à la crise mondiale de 2008, le cours structurellement élevé du pétrole durant la dernière décennie a permis au gouvernement de mettre en place une politique de « missions » dont les effets ont été ressentis dans divers domaines. L'environnement sanitaire de nombreux quartiers s'est nettement amélioré grâce à la mission Barrio Adentro (Au cœur du quartier), déclinée en différentes étapes depuis 2002⁷ ; l'accès à des produits alimentaires de base a été facilité par leur vente à prix réduits dans les magasins au travers de la mission Mercal (Mercado de alimentos, marché alimentaire), créée en 2003 ; le niveau moyen de l'éducation a nettement progressé par le biais des missions Ribas (cours de rattrapages des

⁵ Sur ce point, voir O. Dabène, « Chavez malade, la gauche latino-américaine affaiblie ? », *Les Études du CERI*, n°179-180 (Political Outlook sur l'Amérique latine), décembre 2011, p. 4-6.

⁶ Pour n'en citer que trois exemples, voir « Chávez apostó no medo », *O Estado de São Paulo*, 9 septembre 2012 ; M. Delcas, « Henrique Capriles touche la 'fibre émotionnelle' des Vénézuéliens », *Le Monde*, 15 septembre 2012 ; F. Toro, « How Hugo Chávez Became Irrelevant », *New York Times*, 5 octobre 2012.

⁷ Pour une analyse récente de la mission Barrio Adentro, aussi bien en termes de succès sanitaire que d'impact institutionnel plus limité, voir J. Lévy, « Démocratiser la démocratie vénézuélienne par des politiques sociales participatives », in O. Dabène (dir.), *La Gauche en Amérique latine, 1998-2012*, Paris, Presses de Sciences Po, 2012, pp. 237-266.

études secondaires pour tous) ou Robinson (élimination de l'analphabétisme), également instituées en 2003. Plus généralement, les trois premiers mandats présidentiels de Chávez ont correspondu à une baisse de la pauvreté plus rapide que dans la plupart des autres pays de la région, mais aussi à une réduction sensible de l'inégale répartition des revenus. D'une part, le nombre de personnes vivant sous le seuil de pauvreté est passé de 49,4 % de la population totale en 1999 à 27,8 % en 2010 (alors que la moyenne latino-américaine dans la même période déclinait de 43,8 % à 31,4 %) et le nombre d'indigents de 21,7 % à 10,7 % (de 18,8 % à 12,3 % en Amérique latine)⁸. D'autre part, le coefficient de Gini⁹ a diminué de 49,8 en 1999 à 39,4 en 2010, ce qui atteste d'une homogénéisation relative des niveaux de revenus et place désormais le Venezuela en première position régionale, alors que cet indice demeure largement supérieur à 50 dans des pays fréquemment célébrés pour leur bonne gouvernance, leur exemplarité économique et leur enracinement démocratique tels que le Chili ou le Brésil¹⁰. En outre, la perspective de l'élection présidentielle après l'échec relatif des législatives de 2010 et l'amélioration de la conjoncture économique en 2011 – avec une croissance du PIB d'environ 4 % – ont conduit le gouvernement à lancer une nouvelle génération de missions. Alors que l'insécurité est toujours le premier sujet de préoccupation des Vénézuéliens et a constitué un enjeu central de la campagne présidentielle, la mission Seguridad a ainsi été transformée en juin 2012 en Gran Misión a Toda Vida Venezuela et prévoit un renforcement des politiques préventives et des outils de la répression, une meilleure prise en charge des victimes et une amélioration du système pénitentiaire. Dans les 18 mois précédant le scrutin ont également été lancées la Gran Misión Agro Venezuela afin de venir en aide aux petits agriculteurs, la Gran Misión en Amor Mayor Venezuela en faveur des retraités non inscrits à la sécurité sociale, la Gran Misión Hijos de Venezuela pour les adolescentes enceintes, la Gran Misión Vivienda Venezuela pour la création massive de logement ou encore la Gran Misión Saber y Trabajo en vue de résorber le chômage. Enfin, Chávez a promulgué en avril 2012 une nouvelle législation du travail (*Ley de Trabajo*) qui prévoit notamment une réduction du temps de travail hebdomadaire de 44 à 40h et une meilleure protection des droits des salariés.

En second lieu, le soutien accordé par une majorité de Vénézuéliens au président Chávez a beaucoup à voir avec l'œuvre de réinsertion dans la citoyenneté qu'a représentée la mise en place de dispositifs participatifs, notamment dans le cadre de la loi sur les conseils communaux en avril 2006. Si ces derniers n'ont pas transformé les modalités de la prise de décision politique au sommet de l'État, ils ont en revanche permis à de nombreux individus traditionnellement exclus du jeu politique de s'engager à l'échelle du quartier et de prendre part activement à toute une série de délibérations concernant la vie quotidienne. Au point d'ailleurs que les conseils communaux ne sauraient être considérés comme de simples structures de sociabilité chavistes ainsi que le considère parfois l'opposition, mais s'apparentent à de véritables arènes politiques locales au sein desquelles se rejouent parfois les grands débats qui polarisent l'opinion au niveau national. De cette repolitisation du Venezuela contemporain qui va bien au-delà de l'enrôlement d'une clientèle politique et peut être pensée comme un approfondissement des pratiques de la démocratie, le taux de participation au scrutin présidentiel du 7 octobre 2012 offre une preuve remarquable : seuls 19,52 % des électeurs inscrits se sont abstenus contre 25,3 % en 2006 et 43,7 % en 2000.

De fait, un certain nombre de données de sociologie électorale que l'on avait observées lors de la dernière décennie ont été confirmées. Globalement, les élites économiques continuent de soutenir l'opposition tandis que l'appui des classes populaires et rurales à la « révolution bolivarienne » ne se dément pas. Capriles dépasse ainsi 80 % des voix dans deux des municipalités les plus riches de Caracas, Chacao et El Hatillo, et frôle même l'unanimité au sein de la communauté vénézuélienne résidant aux

⁸ Comisión Económica para América Latina, *Anuario estadístico de América latina y el Caribe*, Santiago du Chili, 2011, p. 65.

⁹ Le coefficient de Gini est un indicateur du degré d'inégalité de la distribution des revenus dans une société donnée qui va de 0 à 100, où 0 signifie une égalité parfaite de revenu et 100 une inégalité totale.

¹⁰ *Ibid.*, p. 70.

États-Unis (97,37 %) – constituée en grande partie par des émigrés récents issus des élites économiques traditionnelles¹¹. À l'inverse, Chávez obtient plus des trois quarts des suffrages dans le secteur populaire de Antímano, au cœur de Caracas (75,09 %), ou près des deux tiers dans l'État rural d'Apure (66,09 %). Cela étant dit, la profonde idylle qui unirait Chávez aux classes populaires mérite aussi d'être nuancée à l'aune d'une lecture fine des résultats électoraux. Dans le *barrio* de Petare, l'un des plus grands bidonvilles d'Amérique latine qui fut longtemps l'un des bastions du président sortant, Capriles est cette fois largement arrivé en tête avec 53,25 % des suffrages exprimés, confirmant une tendance à l'œuvre depuis 2008 en raison du travail de terrain assidu mené par le parti Primero Justicia dans cette zone orientale de la capitale vénézuélienne. On observe des données comparables dans les États industriels perd respectivement 10 et 15 points par rapport à la précédente élection présidentielle, résultats qui peuvent être interprétés à l'aune de la faiblesse endémique du chavisme au sein du mouvement ouvrier¹².

À ces éléments de bilan s'ajoutent d'autres données susceptibles d'expliquer la victoire de Chávez. S'il a pu laisser planer l'ombre d'un avenir incertain, son cancer a également suscité une émotion réelle face à la crainte de perdre les acquis de la « révolution bolivarienne » et permis dans certains cas de resserrer les rangs autour du dirigeant malade. Par ailleurs, si le président élu en décembre 1998 était relativement seul d'un point de vue politique, en ne contrôlant que partiellement les rouages de l'appareil d'État et en ne bénéficiant ni de relais médiatiques puissants ni de soutiens internationaux solides, ce n'est plus le cas au début des années 2010. Depuis la tentative de coup d'État d'avril 2002 et l'épuration qui suivit, le gouvernement contrôle l'armée de même qu'il a toute autorité sur Petróleos de Venezuela S. A. (PDVSA), la puissante entreprise pétrolière publique, depuis l'échec de la grève pétrolière en 2002-2003. Dans un contexte où la liberté d'expression demeure entière comme en témoigne l'antichavisme sans limite de quotidiens comme *El Nacional* ou *El Universal*, le président n'en bénéficie pas moins de relais médiatiques puissants depuis la création de chaînes de télévision comme Tves ou Telesur et de journaux gratuits comme *Ciudad CCS*. De l'avis de nombreux observateurs dont le Carter Center¹³, les ressources de l'État ont été massivement mobilisées au cours d'une campagne qui a finalement été très déséquilibrée et au sein de laquelle la parole présidentielle a eu la part belle¹⁴. Enfin, de nombreux dirigeants ou anciens dirigeants latino-américains ont soutenu Chávez durant sa campagne, à l'image de Lula lui déclarant « Ta victoire sera notre victoire¹⁵ », alors que Capriles – qui revendiquait volontiers son admiration pour Lula – ne parvint à être reçu que par le président colombien Juan Manuel Santos, sans toutefois que ce dernier ne lui accorde officiellement son appui.

QUEL AVENIR POUR LA « RÉVOLUTION BOLIVARIENNE » ?

Malgré la défaite, l'opposition sort renforcée de ce scrutin. Outre le fait qu'elle a réalisé le meilleur score jamais obtenu face à Chávez, aussi bien en termes absolus qu'en termes relatifs, la MUD a vécu un rééquilibrage interne avec la montée en puissance de Primero Justicia au détriment des vieux partis de la coalition – Action démocratique (Acción Democrática), Comité d'organisation politique des élections indépendantes (Comite de organización política electoral independiente, COPEI), Mouvement

¹¹ Les suffrages recueillis par Capriles dans les ambassades vénézuéliennes à l'étranger excèdent presque toujours 80 % : 82,57 % en Argentine, 82,75 % au Brésil, 87,9 % en France (hors Antilles), 95,8 % en Grande-Bretagne (Consejo Nacional Electoral, www.cne.gob.ve, consulté le 10/11/2012).

¹² *Idem*.

¹³ *Final Report of the Carter Center Study Mission to the October 7, 2012 Presidential Election in Venezuela*, op. cit.

¹⁴ Le Venezuela est le seul pays de la région où la politique ne reçoit aucun financement public, direct ou indirect. Sur ce point, voir D. Zovatto, *Dinero y política en América Latina : una visión comparada*, Lima, IDEA Internacional y Asociación Civil Transparencia, 2003.

¹⁵ « Lula a Chávez : 'Tu victoria sera nuestra victoria' », *El País*, 7 juillet 2012.

vers le socialisme (Movimiento al Socialismo, MAS), Projet Venezuela (Proyecto Venezuela), La cause radicale (La Causa R), etc. – et probablement trouvé en la personne de Capriles le leader incontestable qui lui manquait. Cette performance électorale ne résout cependant pas les problèmes structurels de cette coalition qui parle aisément d’une seule voix lorsqu’il s’agit de dénoncer la personnalisation du pouvoir ou la corruption au sein de l’actuel gouvernement¹⁶, mais demeure partagée en une myriade de sensibilités politiques qui semblent incompatibles dans la perspective de l’exercice du pouvoir. L’opposition a ainsi éludé dans son programme un certain nombre de problématiques centrales dans le Venezuela contemporain telles que la politique de l’État au sein de PDVSA, la dépendance vis-à-vis de la rente pétrolière ou encore le financement de la sécurité sociale¹⁷. Quel consensus serait réellement envisageable entre les marxistes-léninistes de Drapeau rouge (Bandera Roja) et les libéraux de Force libérale (Fuerza Liberal) ? Comment dépasser les contradictions séparant la vieille bureaucratie d’Acción Democrática (le parti social-démocrate s’étant partagé le pouvoir avec les démocrates-chrétiens du COPEI durant la IV^e République) et Primero Justicia qui met l’accent sur l’implantation locale et le travail de terrain ? Dans quelle mesure la trajectoire personnelle de Capriles, héritier d’une puissante entreprise agro-alimentaire et d’un conglomérat médiatique, ne nuira-t-elle pas à sa capacité de reconquête des classes populaires et d’une partie des classes moyennes qui continuent de voir en Chávez l’un des leurs ?

Par ailleurs, la campagne électorale de 2012 a mis à jour une certaine normalisation du chavisme en dépit de violences ponctuelles qui ont fait resurgir le spectre de la polarisation extrême. En reconnaissant l’intérêt de poursuivre les programmes sociaux mis en œuvre par l’actuel gouvernement, Capriles a partiellement légitimé un pouvoir que l’on ne traitait jusque-là que sur le mode du mépris ou de la dénonciation. De son côté, Chávez avait insisté durant la campagne sur le fait que son projet idéologique n’avait rien d’incompatible avec les intérêts de la bourgeoisie¹⁸ et a multiplié les appels à l’unité nationale dès le lendemain de son élection. Le 12 novembre, une première réunion a eu lieu entre le gouvernement et l’opposition pour une loi d’amnistie et de réconciliation politique nationale (*Ley de Amnistía y Reconciliación Política Nacional*) visant à amnistier des dizaines d’exilés politiques dont l’éphémère président d’avril 2002, Pedro Carmona¹⁹. Longtemps source de clivages tranchés entre les deux camps, la politique étrangère est un bon observatoire des convergences stratégiques à l’œuvre : depuis mars 2006, le gouvernement a conclu des dizaines de contrats d’entreprises mixtes pour l’exploration et la production de pétrole au Venezuela avec les principales multinationales ; l’hostilité envers les États-Unis a grandement diminué depuis l’accession de Barack Obama à la Maison Blanche, ce dernier ayant d’ailleurs affirmé que « ce que Monsieur Chávez a fait au cours des dernières années n’a pas eu d’impact sérieux sur notre sécurité nationale²⁰ » ; et l’intégration récente du Venezuela dans une institution régionale telle que le Mercosur concorde parfaitement avec les objectifs des élites économiques vénézuéliennes. Autant d’éléments qui, alliés à la stagnation de l’Alliance bolivarienne pour les Amériques (Alianza Bolivariana para los Pueblos de Nuestra América, ALBA), peuvent laisser présager une diminution de l’extrême conflictualité politique caractérisant le Venezuela depuis plus d’une décennie.

L’une des questions qui demeurerait entière au sortir de ces élections présidentielles concernait la possible succession de Chávez au cas où le cancer qu’il disait avoir vaincu resurgirait. Ministre des Affaires étrangères durant le dernier mandat et nouveau vice-président de la République, Nicolás Maduro semblait *a priori* tenir la corde, sa prépondérance dans la rédaction de la dernière législation du travail et ses réseaux dans le champ syndical faisant de lui un personnage incontournable. Ancien vice-président

¹⁶ Une corruption que les deux derniers rapports de Transparency International (2011 et 2012) ont vigoureusement stigmatisée en classant le Venezuela parmi les pays les plus corrompus de la planète (www.transparency.org/whatwedo/publications, consulté le 6/12/12).

¹⁷ M. López Maya, L. E. Lander, « Las elecciones del 7-O de 2012 en Venezuela y el debate sobre la democracia en América Latina », exposé présenté dans le séminaire COLMES/IFE « Democracia y elecciones en América Latina », Mexico, 6-9 novembre 2012.

¹⁸ F. Moreno, « Afirmó el candidato de la Patria : a los sectores de alto poder adquisitivo les conviene que gane Chávez », *El Correo del Orinoco*, 15 août 2012.

¹⁹ D. Lozano Perafán « Carmona: Prioridad son los que están presos », *El Nacional*, 2 décembre 2012.

²⁰ « Romney critica a Obama por afirmar que Venezuela no es una amenaza », *El Universal*, 11 juillet 2012.

et ancien ministre ayant tenu quatre portefeuilles différents, actuel président de l'Assemblée nationale et numéro deux du PSUV, Diosdado Cabello semblait plus en retrait, mais ses réseaux au sein des forces armées n'en faisaient pas moins un protagoniste également décisif. Enfin, on pouvait lire ça et là que la fille aînée du président en exercice, Rosa Virginia Chávez, se préparait à l'exercice des plus hautes fonctions dans l'hypothèse d'un renoncement anticipé de son père et avec l'espoir de maintenir Miraflores dans le giron familial²¹. Officialisée par le président lui-même dans un discours du 8 décembre 2012, l'annonce de la rechute de son cancer et de la nécessité d'une nouvelle intervention chirurgicale à Cuba a toutefois radicalement changé la donne puisque Chávez a désigné à cette occasion, et pour la première fois depuis qu'il avait gagné le pouvoir, celui qu'il souhaiterait voir lui succéder en cas d'impossibilité temporaire d'exercer ses fonctions ou de disparition : Nicolás Maduro. Face à l'hypothèse de plus en plus probable d'un décès prochain du président en exercice, la « révolution bolivarienne » tient donc désormais son dauphin dont les principaux leaders de la MUD ont immédiatement contesté la légitimité en affirmant qu'il ne saurait y avoir de succession préétablie en cas de vacance du pouvoir²². De son côté, Chávez a assuré que de nouvelles élections auraient lieu en cas d'« incapacité physique permanente » du chef de l'État, conformément à l'article 233 de la Constitution de la République bolivarienne du Venezuela qui prévoit l'organisation d'un scrutin dans un délai de 30 jours en cas de vacance du pouvoir durant les quatre premières années du mandat présidentiel.

Au-delà de cette conjoncture très incertaine et quel que soit celui qui exercera le pouvoir à la suite de Chávez, il ne fait pas de doute que de nombreux défis demeurent posés dans le Venezuela contemporain : ceux de l'insécurité, du logement ou de la corruption qui font régulièrement la une des médias et auxquels les gouvernements en place depuis 1999 n'ont pas apporté de réponses satisfaisantes, mais aussi celui de l'invention d'un modèle de développement économique et social qui serait moins exclusivement dépendant des exportations pétrolières. Sur ce dernier point, les années Chávez et l'exaltation du « socialisme du XXI^e siècle » n'ont pas changé la donne et perpétuent une dépendance structurelle dont les conséquences sont fondamentales sur le terrain social et dans le champ politique.

²¹ C. Barros, « Spéculations sur la succession Chávez », *Courrier international*, 10 mai 2012.

²² « Hugo Chávez quiere dejar el chavismo 'bien atado' », *El País*, 10 décembre 2012.